



DÉCLARATION FNEC FP-FO 40

CSA SD du 2 septembre 2025

Madame la Directrice académique
des Services De l'Education Nationale,

Mesdames & Messieurs les membres du
Comité Social Académique Spécial Départemental

Concernant le projet de budget pour l'an prochain,

Mardi 15 juillet, le Premier ministre Bayrou a fait ses annonces pour le projet de budget 2026, véritable déclaration de guerre contre l'ensemble des salariés, des chômeurs et des retraités.

Parmi les principales mesures contenues dans ce plan d'économies : suppressions de 3 000 postes de fonctionnaires, non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, suppression des « agences improductives », gel du point d'indice et de toutes les prestations sociales, suppression de deux jours fériés (dont le 8 mai à valeur hautement symbolique), remise en cause des affections de longue durée (ALD), remise en cause des arrêts maladie, fin de l'abattement de 10% pour les retraités, nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage et du droit du travail, remise en cause du financement de la Sécurité sociale par les cotisations, ordonnances de « simplification » pour déréglementer et faire baisser le coût du travail...

Avec le non-remplacement d'un départ en retraite sur trois, on peut s'attendre à 50 000 départs non-remplacés par an dans l'ensemble de la Fonction publique, plus de 20 000 dans la Fonction publique d'État ! Alors que l'École et l'Université manquent déjà de tout, cela ne fera qu'aggraver les destructions déjà décidées pour la rentrée 2025 : 5 000 fermetures de classes, baisses de dotations horaires, des milliers de contractuels licenciés, des milliers de collégiens sans place au lycée, 100 000 bacheliers et étudiants sans affectation à l'Université... « L'année blanche » dans les services publics, cela signifie aussi de nouveaux coups de rabot, comme on a pu le voir ces dernières années, quand les ministres n'ont pas hésité à puiser dans les fonds sociaux, les frais de déplacement, la formation... Cela signifie encore moins de médecine scolaire, moins de remplaçants, plus de précarité pour les AESH et les AED... **Ce plan social massif dans la Fonction publique est inacceptable !**

Dans le même temps, le président Macron appelle à accélérer « l'effort de guerre » avec une hausse considérable des dépenses militaires (+ 6,5 milliards). Alors que le taux de pauvreté n'a cessé d'augmenter ces dernières années, le gouvernement a décidé de préserver les plus riches et les grandes entreprises qui peuvent continuer à empocher des centaines de milliards d'euros d'aide publique et bénéficier d'exonérations de cotisations... **Alors que plus de 2000 enfants dorment dans la rue en 2025, il faut de l'argent pour réduire la pauvreté, pour l'École, pour les services publics, pas pour la guerre !**

Avec sa Confédération, la FNEC FP-FO réaffirme que « la rigueur et l'austérité c'est non ! La facture du quoi qu'il en coûte ne doit pas peser sur les travailleurs. » FO mettra tout en œuvre pour mettre en échec ce plan brutal qui vise les conquêtes sociales, le niveau des salaires, prestations sociales et pensions du plus grand nombre.

Lundi 25 août, le Premier Ministre persiste et décide d'engager la responsabilité de son gouvernement lors de la présentation du projet à l'Assemblée nationale.

Le Premier ministre a voulu « clarifier » son plan d'austérité, considérant que les Français ne l'avaient pas compris.

Dans une véritable opération de communication, s'il a parlé de clarification, c'était uniquement pour confirmer les 44 milliards d'économies pour 2026 en s'exonérant de toute responsabilité.

Pourtant chacun a bien compris que les efforts ne seront supportés que par les travailleurs, les retraités, les demandeurs d'emploi et les assurés sociaux, sans jamais évoquer les 211 milliards d'aide publiques aux entreprises sans contrepartie ni les 100 milliards de dividendes records versés aux actionnaires en 2024.

Sa conception de la justice sociale est en réalité une violence sociale inacceptable. Force Ouvrière ne laissera pas faire.

Alors que la rentrée s'annonce catastrophique avec des milliers de classes supprimées, des milliers de jeunes sans affectation, des établissements sans médecine scolaire, des contractuels [renvoyés à pôle emploi](#) par centaines, des conditions de travail dégradées... ce budget confirme et amplifie toutes les politiques de destruction des services publics depuis des années qui sont un désastre pour les personnels comme pour la jeunesse.

Les revendications de la FNEC FP-FO, à commencer par l'augmentation du point d'indice, le recrutement statutaire à hauteur des besoins et l'abrogation de la réforme des retraites, sont totalement incompatibles avec ce budget et cette politique.

C'est le constat qui s'impose parmi les personnels et comme dans toute la population, au point que partout se discute ouvertement la manière d'en finir. Dans tout le pays s'affirme le refus d'accorder la moindre confiance au Premier ministre et à son gouvernement. Les salariés, les jeunes, les retraités savent aussi que les journées d'action saute-mouton ne permettront pas de gagner. C'est pourquoi la question de la grève et du blocage du pays prend de l'ampleur, avec la date du 10 septembre. Force Ouvrière sera présente et partie prenante aux actions engagées.

Concernant la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant initiée par le président Macron, chargé de débattre de la question suivante : « *Comment mieux structurer les différents temps de la vie quotidienne des enfants afin qu'ils soient plus favorables à leurs apprentissages, à leur développement, à leur santé ?* »

Au moment où cette « Convention citoyenne » est mise en place, le gouvernement poursuit les suppressions de postes dans l'Éducation nationale en décidant notamment de la fermeture de plus de 5 000 classes dans les écoles publiques, refuse à 24 000 élèves en situation de handicap les places auxquelles ils ont droit dans les établissements sociaux et médico-sociaux, multiplie les contre-réformes remettant en cause le fonctionnement de l'École publique.

Ces mesures se heurtent au même moment à une intense résistance des personnels et des parents d'élèves qui refusent les fermetures de classes, les suppressions de postes, les pertes d'heures, qui n'acceptent pas la destruction de l'École publique et qui y compris en cette fin d'année scolaire poursuivent les manifestations, les rassemblements, les grèves, les blocages d'école pour faire valoir leurs revendications.

Dans cette situation, il faudrait aller discuter de la prétendue « *inadéquation entre les rythmes biologiques des enfants et l'organisation actuelle du système éducatif* » ?

Pour la FNEC FP-FO c'est non !

Car cette « Convention citoyenne », comme bon nombre de tentatives précédentes d'ailleurs, n'a comme seuls objectifs de territorialiser l'École publique et de remettre en cause le statut de fonctionnaire d'État des personnels en « *globalisant l'approche des temps scolaires et périscolaires* » et en multipliant les dispositifs dont se félicite le 1^{er} ministre dans sa lettre de cadrage : « *devoirs faits, 8h- 18h en collège, cités éducatives, territoires éducatifs ruraux, stages de réussite, vacances apprenantes.* »

Par ailleurs, chacun comprend les menaces que fait peser cette Convention sur le temps de travail des personnels, le 1^{er} ministre d'écrire « *les organisations du temps purement scolaire pourront être également interrogées (jour, semaine, année et scolarité complète).* »

La FNEC FP-FO ne cautionne en aucun cas une opération préparant une attaque frontale contre le statut et les conditions de travail des personnels.

Pour la FNEC FP-FO, l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves est entièrement liée à la satisfaction des revendications des personnels. La FNEC FP-FO exige ainsi l'annulation des suppressions de postes, des fermetures de classes et la création des postes nécessaires dans tous les corps de l'Éducation nationale.

Concernant l'inclusion scolaire,

La FNEC FP-FO rappelle que l'orientation impulsée par le gouvernement d'inclusion scolaire systématique est catastrophique et le budget d'austérité va encore l'aggraver.

Il n'y a pas de créations de postes spécialisés alors que 24 000 élèves devraient être accueillis dans les établissements sociaux et médico-sociaux sans pouvoir y aller faute de place. Pire, ces établissements sont menacés !

La mise en place à marche forcée des Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) va encore dégrader la situation. En effet, ces PAS sont utilisés pour remettre en cause l'existence des Établissements et services Médico-sociaux en substituant du « coaching » à la prise en charge effective des élèves à besoin particulier par des enseignants spécialisés. Les PAS permettent également de contourner les notifications de la MDPH et mutualiser davantage les AESH. Les AESH verront donc encore leurs conditions de travail se dégrader au lieu de se voir octroyer un statut de catégorie B avec un vrai salaire à temps plein pour 24h de classe.

Les « 50 000 solutions à l'horizon 2030 » proposées par le ministère ne sont que saupoudrage. Elles tournent le dos à une réelle prise en charge des élèves à besoin particulier et vont encore dégrader une situation déjà intenable. Effectivement, près de 70% des fiches qui remontent des registres Santé et Sécurité au travail sont liées aux questions d'inclusion. C'est le bilan qui a été fait par la médecine de prévention lors des dernières formations spécialisées ministérielles.

Le bilan des PAS effectué dans les quatre départements expérimentaux montre que ce dispositif ne répond pas aux attentes des personnels et ne permet pas de résoudre les difficultés.

La FNEC FP-FO réaffirme son exigence d'abandon des PIAL, des PAS et de toute forme de mutualisation des moyens qui entraîne pour les AESH des emplois du temps impossibles et une dégradation des conditions de travail. Le fait que ces personnels vivent toujours sous le seuil de pauvreté alors qu'elles exercent des missions pérennes indispensables est une honte pour notre institution !

Concernant les listes complémentaires au concours de recrutement des professeurs des écoles,

Le SNUDI-FO a pris connaissance des résultats des concours de recrutement de professeurs des écoles. Cette année, seuls 345 candidats aux concours sont inscrits sur les listes complémentaires contre 1105 l'année dernière, soit une baisse de 69% !

Cet état de fait n'a rien à voir avec le niveau des candidats puisque, par exemple, dans l'académie de Toulouse, le dernier candidat inscrit sur la liste complémentaire a une moyenne de 12,3. Il est bien la conséquence de choix budgétaires.

Cette limitation des places sur les listes complémentaires est inacceptable alors que le manque d'enseignants est manifeste dans les départements.

Vous n'êtes pas sans savoir par exemple qu'un rapport sénatorial vient de confirmer l'état désastreux du remplacement des enseignants absents dans les écoles : en 2023-2024, le nombre de demi-journées non remplacées s'élevait à 1 630 163 contre 1 095 001 en 2018-2019, soit une hausse de 49% !

La FNEC FP-FO vous demande donc que, dans l'académie et les Landes, la totalité des candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires soient immédiatement recrutés en tant que professeurs des écoles stagiaires.

Au moment où le ministère réduit drastiquement le nombre de places sur les listes complémentaires, nous constatons également que dans plusieurs départements, les enseignants contractuels dans les écoles publiques ne sont pas renouvelés. Il en est de même dans notre département !

Il semblerait que même ces personnels, précaires et sous-payés, coûtent désormais trop cher !

Le SNUDI-FO et sa fédération exigent la création de postes à hauteur des besoins, et si besoin le renouvellement de tous les contractuels qui le souhaitent.

Pour la FNEC FP-FO, il est plus que temps d'en finir avec les économies sur le dos de l'Ecole publique, du droit à l'instruction des élèves et des conditions de travail des personnels. Le SNUDI-FO continuera d'être au côté de tous ceux qui, personnels comme parents d'élèves, se mobilisent pour défendre l'Ecole publique.

Concernant la carte scolaire landaise,

Nous déplorons toujours et encore le manque d'enseignants spécialisés et de psychologues dans les RASED, le manque de titulaires remplaçants alors que certains sont déjà fixés à l'année sur des postes fractionnés ou postes vacants.

Pour finir,

Comment ne pas avoir une pensée très émue pour notre collègue Cécile Kohler et son compagnon, Jacques, qui, pour la quatrième année, ne fera toujours pas sa rentrée scolaire. C'est, en effet, la quatrième rentrée scolaire que Cécile et Jacques sont otages en Iran.

Merci pour votre écoute.

Pour la FNEC FP-FO40

Isabelle Benquet, Simon Claerebout, Nicolas Guyard